ÉGALITÉMAG.com

la newsletter

Mai 2026

N°20

LE REGARD D'ÉGALITÉMAG



Le changement pour qui… et surtout pour quand ?

Cette newsletter s'ouvre sur une question simple : à qui profite réellement le changement ? À qui profite un Code de la famille présenté comme historique, dont le texte serait prêt, mais qui n'a toujours pas encore été soumis au Parlement ? À qui profite une école qui affiche l'égalité dans ses discours mais continue souvent de reproduire les mêmes stéréotypes dans ses classes ? À qui profite enfin un gouvernement qui, depuis 2021, n'a jamais fait des droits des femmes une véritable priorité politique ?

Le contenu de cette newsletter pose ces questions sans détour.

Dans notre entretien, Hicham Houdaïfa rappelle ce que signifie encore faire du journalisme au Maroc : aller sur le terrain, écouter, enquêter, donner chair aux chiffres et aux récits invisibles. C'est aussi ce que nous essayons de faire, article après article.

Et le terrain raconte toujours la même chose : l'égalité à l'école reste un chantier inachevé, coincé entre des textes ambitieux et des réalités qui changent trop lentement. Quant à la réforme de la Moudawana, elle soulève une autre question essentielle : comment garantir que les droits annoncés deviennent réellement accessibles à toutes les femmes, y compris les plus précarisées et les plus éloignées des mécanismes de protection ?

Dans ce contexte, plusieurs associations féministes ont adressé une lettre ouverte au Chef du Gouvernement. Parce que les Marocaines méritent mieux que le silence. Elles méritent des réponses, un calendrier, une volonté politique.

Bonne lecture. Et si cette newsletter vous parle, partagez-la autour de vous. Chaque nouvel abonnement est un soutien concret à un journalisme féministe indépendant.

Aïcha Zaïmi Sakhri
Directrice de publication,
Egalitemag

INTERVIEW

Par Aïcha Zaïmi Sakhri



Interview Hicham Houdaïfa : Enquêter sur le terrain, c'est sa façon de militer

Journaliste, auteur, fondateur de l'École de la pensée critique, Hicham Houdaïfa explore depuis les années 1990 les fractures sociales et les inégalités qui traversent le Maroc. Mariages coutumiers, travail précaire, violences économiques, conditions de vie des femmes dans les campagnes et les périphéries urbaines : ses livres Dos de femme, dos de mulet et Travailleuses invisibles ont contribué à documenter ce que l'inégalité produit concrètement dans les vies des femmes. Son regard s'est aussi construit dans une histoire plus intime, celle d'une mère entièrement consacrée à sa famille, sans véritable autonomie économique. « C'est de là que vient tout le reste », dit-il simplement. Alors que la réforme de la Moudawana se fait attendre à la veille des élections, Hicham Houdaïfa répond sans détour : pourquoi les blocages persistent, à qui profite réellement le statu quo, et pourquoi le religieux sert si souvent de rempart à des rapports de pouvoir et d'argent. Son diagnostic est sévère. Mais il reste, paradoxalement, profondément optimiste.

Vous avez construit votre travail au plus près des réalités des femmes. Ce regard vient d'où ? Du terrain… ou d'un déclic plus personnel ?

Des deux. Dès mes premiers reportages, en 1994, avant même la réforme de la Moudawana, j'ai constaté le degré d'injustice que vivent les femmes sur le divorce, l'accès au travail, la précarité en milieu rural, le mariage des mineures, le mariage coutumier. Mais il y a aussi quelque chose de personnel. Ma mère était femme au foyer, entièrement dépendante de mon père. Ce n'était pas un mauvais homme, mais son statut à elle était conditionné par sa bienveillance. Une femme qui prend soin de quatre enfants, dont un enfant malade qu'on allait perdre, qui s'occupe de tout sans jamais que rien ne lui appartienne vraiment. Ça a créé en moi, sur le terrain, une prédisposition à ne jamais pouvoir ignorer la question des femmes. Quand tu as vu ça de l'intérieur, tu ne peux pas faire semblant que ça n'existe pas. C'était trop pesant pour l'écarter.

Vous avez dit que certains témoignages vous avaient « rendu malade ». Lesquels ? Comment on continue à enquêter sans s'habituer à l'injustice ?

Le terrain du mariage coutumier, dans les villages du Moyen Atlas, c'était terrible. Des jeunes filles de moins de 18 ans qui te disent : *Ma vie, elle est partie. Je veux juste que mon enfant ait la reconnaissance de l'État.* Comment tu vis dans un pays où des filles de cet âge n'ont plus de volonté de vivre, à part celle de voir leur bébé acquérir une identité juridique ? Ce n'est pas une revendication, c'est une capitulation totale. Et puis les mères célibataires à Casablanca âgées de 18, 19, ou 20 ans, payées à la bière consommée dans des bars, venues en ville pour l'anonymat, pour élever leur enfant sans être persécutées. Qui te disent : *Je m'alcoolise pour mon enfant.* Tu ne peux pas être indifférent à ça quand tu es un être humain et que tu fais du journalisme sans éteindre ta fibre humaine. Et moi, je ne voulais pas l'éteindre.

Lire la suite de l'interview sur le site

ACTU

Par Dounia Z. Mseffer



Égalité de genre à l'école : le grand chantier inachevé de l'éducation marocaine

Alors que le débat sur la refonte du Code de la famille occupe l'espace public, l'école marocaine reste le point aveugle des réformes. Entre manuels sexistes et fragmentation du système, le Groupe de travail EuroMed Rights Maroc « Justice et égalité de genre » alerte : sans une révolution pédagogique, l'égalité restera une promesse de papier.

Le 11 avril dernier, la société civile s'est réunie à Rabat autour d'un constat d'urgence : l'ancrage de la culture de l'égalité de genre dans le système éducatif marocain est au point mort. Le constat dressé par le Groupe de travail est sans appel: si la scolarisation des filles progresse, elle est loin de garantir l'égalité. En effet, les avancées affichées sont souvent en trompe-l'œil. Les indicateurs purement quantitatifs, comme le taux de scolarisation des filles ou la part des femmes dans l'enseignement, masquent des inégalités qualitatives tenaces. Et pour cause : l'école se heurte à des obstacles à la fois structurels (curricula, manuels, gouvernance éclatée) et culturels (représentations du corps enseignant, résistances institutionnelles, impunité), qui s'alimentent mutuellement.
C'est ce que confirme d'ailleurs l'étude menée par l'Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM) dans 13 lycées des régions de Rabat-Salé-Kénitra et Casablanca-Settat où les stéréotypes sexistes sont omniprésents. L'étude pointe des établissements qui véhiculent de « profonds stéréotypes corporels et psychologiques », percevant le corps des filles comme une « source de désordre », ce qui influence directement et limite leurs choix d'orientation. Plus inquiétant, l'enquête révèle que ce sexisme se reconfigure sous des formes « latentes ou faussement bienveillantes », parfois portées par le personnel éducatif lui-même. Cette adhésion aux rhétoriques masculinistes et antiféministes est particulièrement exacerbée dans les milieux ruraux et périurbains, et trouve un puissant relais dans l'environnement numérique, où les algorithmes amplifient les biais de genre.

Lire la suite de l'article sur le site

ACTU

Par Ossama Zidi



Intersectionnalité et Moudawana : réformer le droit, mais pour quelles femmes ?

« Une réforme qui parle des femmes au singulier risque toujours d'oublier celles qui vivent au point de compression maximal des dominations. » C'est par cette formule que Jamal Ouazzani, chercheur spécialiste des questions de genre, a ouvert la réflexion lors du forum organisé le 28 avril à Rabat par l'IRD et Equipop. Une question que la réforme du Code de la famille peine encore à se poser vraiment.

Une réforme pour qui ?

Le problème avec les réformes, c'est qu'elles parlent souvent à celles qui savent déjà qu'elles ont des droits. Celle qui connaît un avocat, qui vit en ville, qui a un revenu propre. Pour ces femmes-là, la Moudawana réformée peut changer quelque chose. Mais elles ne sont pas les plus exposées.

La mère seule sans ressources pour qui la pension alimentaire reste lettre morte. La femme rurale éloignée de toute information juridique. La jeune fille exposée au mariage précoce dans un environnement où personne ne contestera. La femme amazighe déscolarisée tôt, sans accès à la langue dans laquelle s'écrivent ses droits. Ces situations ne sont pas marginales. Elles sont le résultat d'inégalités qui se cumulent et que le texte juridique seul ne suffit pas à défaire.

Lire la suite de l'article sur le site



ACTU

Les Marocaines, grandes oubliées du gouvernement Akhannouch

Par **Dounia Z. Mseffer**



ACTU

Lettre ouverte à Monsieur le Chef du Gouvernement - Égalité Mag

Chômage féminin endémique, secteur informel ignoré, réformes du Code de la famille et du Code pénal passées sous silence… Face à l'autosatisfaction de l'Exécutif, l'Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM) dresse un constat sans appel du bilan.

Le 20 avril 2026, le Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, présente devant le parlement le bilan de l'action gouvernementale. S'il met en avant des avancées chiffrées et des réformes structurantes, l'opposition, et notamment le mouvement féministe, pointe un décalage persistant entre les indicateurs et le vécu des citoyens et citoyennes. En effet, si le discours officiel met en avant la centralité du chantier social à travers la généralisation de la protection sociale, l'autonomisation économique des femmes et le renforcement de la stabilité familiale, les chiffres du HCP révèlent une exclusion économique persistante des Marocaines. Ce qui est encore plus flagrant, c'est le silence assourdissant de l'Exécutif sur l'avancement des réformes du Code de la famille et du Code pénal. Des chantiers qui incombent directement à l'actuel gouvernement et qui représentent la clé de voûte de toute véritable politique d'inclusion sociale. Et l'opacité entourant ces réformes interroge directement sur la portée des engagements de l'État pour lutter contre les discriminations et les violences fondées sur le genre.

Le gouffre du marché du travail

Les indicateurs du marché du travail témoignent en effet d'une fracture structurelle profonde. Aujourd'hui, le taux d'activité féminine stagne péniblement sous la barre des 20 %, contre près de 70 % pour les hommes, creusant un écart vertigineux de 50 points. Le taux de chômage, quant à lui, frappe plus de 20 % des femmes actives, soit le double de la moyenne masculine, avec une

Alors que le mandat du gouvernement Akhannouch touche à sa fin, le projet de loi sur la Moudawana reste lettre morte. La « Coordination féministe pour la refonte du Code de la famille » brise le silence à la place d'un exécutif qui, lui, s'y est installé confortablement. Une interpellation directe, sans détour, qui dit tout d'une réforme promise, attendue, et toujours suspendue.

Lettre ouverte

À Monsieur le chef du Gouvernement

Dans le cadre du suivi par « Coordination féministe pour la refonte du Code de la famille » du chantier de réforme du Code de la famille, nous vous adressons, Monsieur le Chef du gouvernement, eu égard à vos pouvoirs constitutionnels et politiques, et alors que nous ne sommes qu'à quelques mois de la fin du mandat du gouvernement actuel, cette lettre ouverte afin de connaître l'issue du projet de Loi du Code de la famille, dont vous étiez chargé de superviser la préparation.

Nous vous rappelons, Monsieur le Chef du gouvernement, qu'à la suite de la publication du communiqué du Cabinet Royal le 23 décembre 2024, appelant à l'organisation de rencontres de communication pour informer l'opinion publique des nouveautés liées à ce chantier, nous n'avons reçu aucune information de votre part concernant les mesures procédurales prises après la conclusion des travaux du comité chargé de la révision du Code de la famille, ni sur l'état d'avancement de votre gouvernement dans l'élaboration du projet de loi en vue de sa soumission à l'institution législative. Nous considérons cela comme un manquement aux procédures constitutionnelles et un mépris injustifié des délais annoncés au début du processus de révision du Code de la famille.

Lire la lettre en entier

précarité qui s’abat encore plus violemment sur les jeunes citadines.

Lire l'article en entier

Si on vous l’a transféré n’hésitez pas à vous abonner pour la recevoir chez vous et surtout, à partager autour de vous!

Merci de nous lire et de nous faire connaître !

Faites-nous part de vos commentaires par e-mail : contact@egalitemag.com
et invitez un ami à s'inscrire à notre Newsletter.

Vous recevez cet e-mail parce que vous vous êtes inscrit à La Newsletter de égalitémag.com
Gérer vos préférences | Voir notre politique de confidentialité | vous désabonner

Copyright © EGALITEMAG.com, 2025